

Michael Hudson : le plan américain pour raviver la domination géoéconomique

Le professeur Michael Hudson, économiste classique de renommée mondiale, évoque le plan des États-Unis visant à raviver leur domination géoéconomique. Suivez le travail de Michael Hudson : <https://michael-hudson.com/> Achetez les produits Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glenndiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glenndiesen> Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen> Buy me a Coffee : <https://buymeacoffee.com/gdiesen> Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bienvenue à nouveau. Le professeur Michael Hudson est avec nous aujourd'hui, et je conseille à tout le monde de suivre son travail. J'ai mis un lien dans la description. Oui, c'est ce que je lis pour rester informé. Merci d'être revenu, Michael. C'est un vrai plaisir de te revoir.

#Michael Hudson

C'est bien d'être ici, surtout avec toute l'actualité en ce moment. La bourse est en hausse. Tout le monde semble confiant qu'il n'y aura pas vraiment de perturbation sur l'inflation mondiale ou sur les taux de change à cause de tout ça. C'est incroyable. On parle de la guerre en cours, et du marché comme si, au fond, ça n'allait pas vraiment avoir d'importance.

#Glenn

Je me demande s'ils sont dans le déni ou si c'est de la manipulation de marché... ou comment expliquer tout ça. Bref, c'est une des questions qu'on va aborder aujourd'hui. Parce que ce qui se passe en ce moment est vraiment remarquable. Après des décennies de mondialisation — c'est-à-dire l'intégration des marchés, mais aussi l'accumulation d'une dette énorme et insoutenable — on voit maintenant que ce modèle de mondialisation centré sur les États-Unis, donc une intégration du monde organisée autour d'eux, semble s'être essouffé. Ce modèle repose sur les marchés financiers américains, sur le dollar, sur des corridors de transport contrôlés par les États-Unis. Et tout ça est en train d'être démantelé, à la fois par la guerre économique et par la guerre tout court. Vous avez sans doute vu l'entretien avec Scott Besant, où il explique que les guerres contre l'Iran, le Venezuela, voire la Russie, ont toutes une fonction économique : renforcer le dollar américain. J'ai trouvé ça intéressant, parce que ça soulève une vraie question : jusqu'à quel point quelqu'un tient encore le volant ? Ou bien, est-ce qu'il y a un plan clair de la part des États-Unis ? Oui.

#Michael Hudson

Eh bien, il y a eu un plan de longue date, et c'est très facile de balayer Trump d'un revers de main en disant : « Trump est en train de perdre la guerre avec l'Iran. » En réalité, tout le mémorandum d'accord était, en quelque sorte, une capitulation face à l'Iran. Et on voit bien qu'il semble inutile pour Trump d'essayer de s'enfoncer toujours plus loin. Donc, l'hypothèse, c'est que puisqu'il entraîne les États-Unis de plus en plus profondément, c'est qu'il n'a pas de plan, parce que ça ne fonctionne pas.

Mais il y a bien un plan. Et pas seulement de Trump, mais surtout de son collègue, le secrétaire au Trésor Besant, qui a expliqué très ouvertement de quoi il s'agissait. Trump lui-même avait déjà présenté les grandes lignes de ce plan pendant sa première administration, dès deux mille dix-huit. Il disait que l'objectif numéro un, c'était de constater que les dépenses militaires américaines à l'étranger, destinées à imposer un ordre mondial centré sur les États-Unis — la dollarisation, les marchés financiers américains — représentaient, depuis mille neuf cent cinquante, la principale cause du déficit de la balance des paiements des États-Unis. Et c'est justement ces dépenses militaires à l'étranger qui ont forcé les États-Unis à abandonner l'étalon-or en mille neuf cent soixante et onze. Alors, depuis soixante et onze jusqu'à très récemment, qu'est-ce qui a remplacé l'or ? Les États-Unis dépensaient de l'argent sur les marchés étrangers, et ces marchés réinjectaient ensuite cet argent dans l'économie américaine.

Au début, les bénéficiaires locaux des dollars — les entreprises, les économies, les gouvernements — remettaient ces dollars à leur banque centrale. Et que faisait la banque centrale ? Eh bien, comme on l'a déjà évoqué, et comme je l'explique dans mon livre **Superimperialism**, les banques centrales étrangères achetaient des reconnaissances de dette du Trésor américain : des obligations, des titres, des bons, à court terme. Puis, ces dernières années, au lieu de ce recyclage entre banques centrales, ce sont des investisseurs privés étrangers qui ont commencé à acheter des actions et des obligations américaines. Tout cet argent a donc été réinjecté dans le marché boursier américain, qui, en réalité, était surtout alimenté par la dette. Eh bien, tout ce système, cette manière de maintenir la domination américaine, est aujourd'hui remise en question. Ce que Trump a dit, c'est que la première chose à faire, c'est d'arrêter toutes ces dépenses militaires que nous faisons à l'étranger.

Il avait déjà parlé de retirer ses troupes de l'OTAN dès son premier mandat, et il avait aussi pointé du doigt l'OPEP. Il disait : « On dépense énormément d'argent pour défendre le Moyen-Orient, l'Asie de l'Ouest, et ils doivent, d'une manière ou d'une autre, finir par nous payer. » Eh bien, bien sûr, c'était justement l'idée de l'accord sur le pétrodollar, en mil neuf cent soixante-quatorze, soixante-quinze : l'OPEP pouvait fixer le prix qu'elle voulait pour son pétrole, et elle réinvestissait ses revenus pétroliers dans les marchés financiers américains, dans les actions et les obligations. Tout ça fonctionnait. Mais malgré tout, les États-Unis, depuis les années soixante-dix, ont perdu leur puissance industrielle.

Elle a perdu sa puissance de créancier et s'est transformée en pays débiteur. Il lui fallait donc une nouvelle stratégie. Et l'an dernier, à la fin de l'année deux mille vingt-cinq, les États-Unis ont exposé cette stratégie. En gros, ils ont admis qu'ils ne pouvaient plus soutenir leur domination sur l'économie mondiale grâce à l'industrie, ni même grâce à leurs marchés financiers. Ils devaient mettre en place une série de monopoles pour faire de l'Amérique une économie de rentier. Les trois secteurs que les États-Unis voulaient contrôler sont, d'abord, le secteur historique du pétrole. On en a déjà parlé. L'Amérique veut contrôler le commerce du pétrole, afin que ses alliés ne puissent pas traiter avec d'autres producteurs qui viendraient perturber le monopole américain.

Alors, pendant que presque toute l'attention des émissions que vous avez faites, et de celles dont on parle dans les médias, s'est concentrée sur la lutte contre l'Iran et sur l'isolement du pétrole iranien — en particulier les exportations de pétrole iranien vers la Chine —, il y a eu en parallèle une attaque américaine similaire, visant à bombarder les raffineries de pétrole et de gaz russes à travers l'Ukraine. Les États-Unis ont fourni à l'Ukraine des renseignements et des missiles pour indiquer précisément où frapper, afin que la Russie ne profite pas de la hausse imminente des prix du pétrole, hausse qui va découler de la fermeture du détroit d'Ormuz, par où transite environ vingt pour cent du commerce mondial de pétrole. Et maintenant, il faut ajouter encore cinq pour cent du commerce mondial, puisque les Yéménites ont réduit les capacités d'exportation de la côte ouest de l'Arabie saoudite. Le monde fait donc face à une forte augmentation des prix du pétrole.

#Michael Hudson

Les prix du pétrole. En gros, les États-Unis veulent en être les principaux bénéficiaires, surtout grâce à l'exportation de gaz naturel, de gaz naturel liquéfié. Ils veulent donc s'assurer que cette hausse des prix du pétrole, provoquée par la guerre en Asie de l'Ouest, profite à eux, pas à la Russie. Et ils veulent aussi continuer à empêcher la Chine d'en tirer avantage. Eh bien, ce que Trump a fait, c'est qu'au début de cette année, il a répété à plusieurs reprises que ce qu'il voulait vraiment, c'était faire payer aux pays arabes de l'OPEP les coûts militaires américains dans la région. Et là, soudainement, Trump a été inspiré par le fait que l'Iran veut désormais imposer des péages sur le trafic passant par le détroit d'Ormuz, ce qui, selon les estimations iraniennes, pourrait lui rapporter environ quarante milliards de dollars par an. Trump a donc enfin trouvé un moyen de faire payer aux pays de l'OPEP les coûts de la présence militaire américaine.

Il appelle ça de la défense, ou un ange gardien, qui protège ces pays contre l'Iran et tout autre agresseur. Et il a dit, eh bien, il y aura... il a dit ça il y a quelques jours... il y aura des péages dans le détroit d'Ormuz. Oubliez le droit international qui interdit d'imposer des péages dans les eaux internationales. Il y aura des péages. Et c'est nous qui les percevrons, pas l'Iran. Alors, tout de suite, le secrétaire d'État Rubio a réagi : attendez une minute, si vous dites que ce sera l'Amérique qui touchera les péages à la place de l'Iran, alors cela donne raison à l'Iran quand il affirme que la Convention des Nations unies sur le droit de la mer est morte. Les règles de l'ONU précisent que les eaux internationales ne peuvent pas avoir de péages, sauf s'ils ont été maintenus par des signataires

de l'accord de l'ONU, comme la Turquie pour l'accès à la mer Noire, l'Égypte avec son canal, ou encore le canal de Panama.

À moins qu'ils n'aient déjà prévu une exception, on ne peut pas mettre de péages dans les eaux internationales. Alors Rubio a dit : « Tu ne peux pas dire ça. » On ne veut rien céder du droit international qu'on pourrait encore utiliser pour empêcher l'Iran d'imposer ces péages. Du coup, Trump a fait marche arrière. Et le lendemain, il y a quelques jours à peine, il a donné une conférence de presse en disant : « Très bien, on a conclu un nouvel accord avec les pays arabes de l'OPEP. » Ils vont nous payer pour le coût de notre défense, en quelque sorte comme leur ange gardien, mais pas sous forme de péages. Ils vont investir aux États-Unis, un peu comme l'avaient fait, après mille neuf cent soixante-quinze, l'Arabie saoudite et les pays de l'OPEP, qui avaient placé ici les revenus de leurs exportations de pétrole.

Ils vont investir dans l'industrie américaine en tant que partenaires. Et ça, c'est déjà en train de se concrétiser. Amazon, par exemple, a fait un énorme investissement à Bahreïn dans le domaine de l'intelligence artificielle, ces immenses centres informatiques qui consomment beaucoup d'énergie. Et c'est là le deuxième élément que les États-Unis cherchent à monopoliser. En plus de contrôler le commerce du pétrole et de capter, en gros, tous les revenus des exportations pétrolières recyclées pour leur propre économie, les États-Unis veulent aussi détenir un monopole dans les technologies de l'information, l'informatisation et Internet.

Et c'est pour ça que ce qui a stabilisé la balance des paiements des États-Unis, ce sont d'énormes investissements étrangers privés et publics. On parle notamment des Émirats arabes unis, de l'Arabie saoudite et de Bahreïn, qui ont investi dans les fameuses « sept valeurs d'or » américaines : les entreprises de technologies de l'information, les fabricants de puces électroniques, mais aussi Amazon, Google, tout l'univers d'Internet et des réseaux sociaux, X, Facebook, et ainsi de suite. Le problème, maintenant, c'est que ces actions sont en train de baisser. Les analystes ont compris que, pour que ces entreprises réalisent la forte hausse de bénéfices qu'elles espéraient, ces fameuses rentes de monopole liées à la construction d'immenses centres de technologies de l'information, eh bien, ce n'est pas possible aux États-Unis. On n'a pas assez d'électricité, et on n'a pas assez d'eau pour refroidir l'électricité, les puces, tout ce qui permet de faire tourner cette intelligence artificielle.

De la même façon que les États-Unis ont délocalisé leur industrie, leur industrie manufacturière, ils sont maintenant en train de délocaliser leur monopole sur l'intelligence artificielle. Et où vont-ils le délocaliser ? Eh bien, vers les pays de l'OPEP, surtout les pays arabes de l'OPEP. C'est pour ça que, comme je l'ai dit, Amazon est à Bahreïn. Et ces deux derniers jours, les États-Unis ont conclu un accord avec les Émirats arabes unis, en disant : « Vous pouvez être nos partenaires dans d'importants investissements américains pour construire ensemble ces nouvelles industries, ces technologies de l'information, chez vous. » Vous fournirez l'énergie... Vous n'aurez même plus besoin d'en exporter.

Vous allez fournir votre énergie au niveau national pour alimenter cet énorme investissement américain dans les technologies de l'information. Eh bien, il y a quelques jours, l'Iran a concentré ses bombardements sur l'investissement d'Amazon dans les technologies de l'information à Bahreïn. La position de l'Iran, c'est : quelle est notre stratégie ? D'abord, nous voulons chasser les États-Unis de toute la région d'Asie de l'Ouest. La première chose à faire, c'est de faire partir les bases militaires. L'Iran l'a fait pour toutes les bases, sauf celle d'Israël. Il les a bombardées, et l'armée américaine, les militaires, sont totalement d'accord : d'accord, on va retirer nos bases militaires de là-bas.

On ne peut plus se le permettre, surtout parce qu'on n'est plus capables de les protéger contre les missiles iraniens, qui ont prouvé qu'ils pouvaient percer nos défenses quand ils le veulent. Et l'Iran vient tout juste, ces trois derniers jours, de bombarder ce qu'il restait des bases militaires américaines. Mais ensuite, l'Iran dit que si l'objectif est de chasser les États-Unis d'Asie de l'Ouest, il ne suffit pas de viser les bases militaires. Il faut mettre fin à toute la symbiose économique et financière entre les États-Unis et ces monarchies locales. Et dans cette symbiose, où les revenus du pétrole sont investis dans les actions, les obligations américaines et les partenariats avec l'industrie américaine de l'intelligence artificielle, leurs intérêts, leurs cœurs, suivront forcément l'argent.

Il faut absolument empêcher cette symbiose économique. Il ne doit donc plus y avoir aucun lien entre l'économie américaine et ces économies-là, pour qu'on puisse, en gros, libérer la région de l'influence des États-Unis. Mais ça veut dire que les bombardements vont empêcher tout ça. C'est en réalité le vrai enjeu de cette guerre. Et on la présente comme une guerre existentielle du côté iranien, parce que les États-Unis voulaient faire avec l'Iran exactement ce qu'ils ont fait avec le Mexique. Ils voulaient une guerre éclair, comme celle qu'ils ont menée au Venezuela. On enlève le président, on change le régime, et ce nouveau pouvoir accepte de livrer son pétrole aux États-Unis.

Tous les revenus des exportations de pétrole du Venezuela sont versés sur un compte bancaire américain, géré par le Trésor des États-Unis. Eh bien, il y a quelques mois, la secrétaire au Trésor, Besant, a déclaré : « Nous allons faire la même chose en Iran, une fois que nous l'aurons vaincu. » Et juste avant la signature du protocole d'accord du dix-sept juin, Hegseth a annoncé : « Ce que nous allons faire, c'est conquérir l'Iran, provoquer un changement de régime, et placer tous les revenus pétroliers de l'Iran sur un compte du Trésor. » Et cet argent, a-t-il précisé, devra être dépensé aux États-Unis, pour acheter des exportations et des produits américains.

Eh bien, les négociateurs ont donc élaboré ce protocole d'accord, et il semble que l'Iran s'en soit retiré il y a quelques jours, parce qu'il est devenu évident que les États-Unis n'avaient en réalité aucune intention de respecter les termes de cet accord. Pour commencer, tout l'accord devait être déclenché par le versement d'au moins une somme symbolique de douze milliards de dollars, sur les cent milliards d'économies iraniennes que les États-Unis ont demandé à leurs alliés — surtout aux Émirats et aux pays arabes de l'OPEP — de confisquer. Eh bien, Hegseth a déclaré qu'il avait travaillé

avec les Émirats pour leur dire : ne leur donnez pas un centime. Et donc, les Émirats, Bahreïn et d'autres pays ont dit : nous ne rendrons pas un seul dollar de ces douze milliards, encore moins des cent milliards.

#Michael Hudson

À l'Iran, on va dire : « Iran, vous nous avez attaqués. Quand nous vous avons attaqués, vous avez riposté. Votre riposte, c'est une attaque contre nous. Nous voulons des réparations pour les coûts que nous avons subis à cause de votre défense contre les attaques des États-Unis, d'Israël et de nos propres forces militaires. » Et Hegseth avait déjà tout expliqué, en fait le onze juillet, quand les négociateurs ont rédigé l'accord qui a été signé le dix-sept. Eh bien, c'était évident que tout ça n'allait pas être appliqué.

Et à propos de laisser l'Iran gérer le commerce dans le détroit d'Ormuz, les États-Unis n'ont jamais eu la moindre intention de permettre à l'Iran de faire payer un péage, ni même des frais administratifs pour l'enregistrement ou la coordination des navires — bref, pour quoi que ce soit relevant de l'administration d'un détroit. La marine américaine est intervenue pour protéger les navires et tenter de briser le contrôle iranien, en coupant leurs transpondeurs et en naviguant près des côtes omanaises. Ils disaient en substance : « Eh bien, même si le protocole d'accord stipule que l'Iran doit gérer tout le trafic maritime à travers le détroit d'Ormuz, cela ne s'applique pas aux eaux territoriales iraniennes elles-mêmes. »

Donc, il va y avoir deux routes possibles à travers le détroit d'Ormuz. D'un côté, la route longeant les côtes iraniennes, qui n'est pas dans les eaux internationales, mais qui n'est pas non plus sous souveraineté iranienne. Et puis, entre les deux, il y a les eaux internationales. Mais là, ça ne s'applique pas, parce que la Convention des Nations unies sur le droit de la mer, l'UNCLOS, interdit à tout pays de faire payer des droits de passage, sauf s'il bénéficiait déjà d'une exception prévue par le texte. Et l'Iran a dit : « Eh bien, nous, on n'a jamais signé cet accord. » Peut-être que l'Iran l'a fait, mais pas nous. Et l'Iran est en état de guerre avec nous. Quoi qu'il en soit, cette convention sur le droit de la mer, qui interdit de faire payer des droits de passage, n'empêche pas notre pays, ni d'autres, de se défendre en cas de guerre.

Le sultanat d'Oman est en guerre contre nous, parce qu'il héberge des bases militaires américaines d'où partent des missiles et des bombes vers notre territoire. Donc, évidemment, nous contrôlons le détroit. Voilà, c'est exactement le genre de situation dont Trump se nourrit. L'Iran, de son côté, revendique le droit de le faire, puisque la période de cessez-le-feu de soixante jours devait arriver à son terme. L'Iran avait prévu d'imposer ces droits de passage. Trump a répondu : non, vous n'allez pas les imposer, c'est nous qui allons le faire, pour nous rembourser de tous les coûts engagés. Et il a ajouté que les États-Unis allaient prélever vingt pour cent des recettes d'exportation de pétrole des pays arabes qui exportent ce pétrole — vingt pour cent de la valeur totale, versés aux États-Unis comme un droit de passage.

Eh bien, c'est exactement là que commence le combat juridique. Adieu le droit international de la mer. Adieu le mémorandum d'accord. Vous voyez, quand c'est ça l'objectif de Trump, on peut dire qu'il attaque l'Iran non pas simplement parce qu'il se berce d'illusions en pensant qu'on peut détruire l'armée iranienne, qu'on peut anéantir leurs défenses, leurs missiles, frapper les civils, les hôpitaux, les écoles, et démoraliser la population au point qu'elle voudrait installer un régime américain pour qu'on arrête de la rendre malheureuse. Tout ça, c'est une illusion.

Mais pour les États-Unis, ce combat contre l'Iran est tout à fait exceptionnel — il est existentiel pour leur projet de contrôle de l'économie mondiale, tout comme il l'est pour l'Iran, qui cherche à défendre sa souveraineté et même son existence face aux tentatives américaines d'invasion, de fragmentation, en essayant de provoquer des attaques depuis le Baloutchistan, depuis les Kurdes, et d'autres encore. C'est donc ça, au fond, l'enjeu de ce conflit, et c'est pour ça qu'il va continuer, encore et encore. Et en continuant ainsi, il finira par bloquer le commerce du pétrole, provoquant un arrêt des livraisons, puis une crise de production mondiale et une crise financière, comme on en a déjà parlé dans nos précédentes émissions.

#Glenn

Eh bien, si j'étais à Washington en train de conseiller Trump sur la façon de restaurer la domination géoéconomique des États-Unis, je lui recommanderais sans doute, dans une large mesure, ce qu'ils font déjà. C'est-à-dire, faire renaître la suprématie technologique américaine, contrôler les grands corridors de transport internationaux — les routes maritimes, entre autres — et, troisièmement, rétablir la domination financière du pays à travers sa monnaie. Vous savez, l'idée, c'est de maintenir les rivaux des États-Unis affaiblis, de les garder divisés, d'empêcher qu'ils s'intègrent entre eux, et aussi de rendre les alliés dépendants. Si on cherche une nouvelle formule pour la domination américaine, cette voie-là semble plutôt efficace aujourd'hui. Comme vous le dites, ils font d'ailleurs souvent des déclarations qui vont dans ce sens.

Autrement dit, l'idée que toutes les voies navigables internationales doivent rester sous contrôle américain, même par la piraterie. On voit maintenant qu'une partie de la manière dont ils ont mesuré leur succès au Venezuela, selon Glenn Diesen, c'est qu'ils ont réussi à faire en sorte que le pays vende désormais son pétrole en dollars. Les revenus doivent être investis aux États-Unis. Trump lui-même s'est vanté de l'argent qu'ils ont pu soutirer au Venezuela. Et on voit la même chose avec la Russie, avec tous ces commentaires sur le fait de brûler les raffineries de pétrole russes par l'intermédiaire de leur proxy ukrainien.

Besant a fait remarquer qu'après la guerre, les Russes seront probablement obligés de recommencer à vendre leur pétrole et leur gaz en dollars. Et, euh, oui, l'Iran aussi, comme l'a souligné Lindsey Gray : l'Iran est riche en pétrole, et tout ça passera sous contrôle américain une fois le conflit terminé. On a eu tous ces dirigeants américains qui, à un moment ou à un autre, répétaient la même chose : un peu de douleur à court terme pour un gain à long terme — autrement dit, on finira par tout contrôler. Pas seulement un contrôle américain, mais aussi la vente du pétrole. Et la partie

de l'accord que les Américains voulaient, et dont ils parlaient assez ouvertement, c'était que tout ce que les Iraniens gagneraient avec le pétrole, vendu en dollars, servirait à donner aux États-Unis des droits exclusifs pour vendre des produits agricoles à l'Iran. Donc, encore une fois, vendre en dollars... pour acheter des produits américains.

Et en même temps, quand les Américains punissent l'Iran, ils brûlent tous les ponts, toutes les infrastructures qui servent à relier le continent eurasiatique, celui qui fait partie de l'Initiative des Nouvelles Routes de la Soie, et qui connecte l'Iran à la Russie, à la Chine, et ainsi de suite. On voit bien que les alliés, ou plutôt les vassaux des États-Unis, au Moyen-Orient et en Europe, sont maintenant invités à renforcer leur dépendance envers Washington. Et les États-Unis vont bien sûr en tirer profit. En clair, ils doivent désormais payer pour leur soi-disant protection. On observe la même logique avec toutes ces guerres visant l'Iran, par exemple : l'idée, c'est que la Chine soit coupée d'un fournisseur clé de pétrole. Et qu'elle voie aussi, évidemment, son développement technologique freiné, pour restaurer la domination américaine dans ce domaine. Donc je vois bien où ils veulent en venir. Et si on met toute considération morale de côté, l'objectif central, c'est la suprématie mondiale.

Tout ça est parfaitement logique. Et le fait qu'ils le disent ouvertement, c'est assez intéressant. Mais ma question, c'est : quelles sont les chances que les États-Unis atteignent vraiment ces objectifs, et qu'est-ce qui pourrait mal tourner ? Parce que les États-Unis voulaient briser la domination technologique de la Chine, et ils ont montré que ce n'était pas vraiment faisable. Ils voient aussi que la Russie est prête à aller jusqu'au bout. En gros, l'Iran n'est pas en train de perdre. Ils ne renoncent pas. Ils voient très bien ce que font les Américains. Les Iraniens, comme vous l'avez dit, sont prêts à détruire des centres de données américains au Moyen-Orient.

Ils sont prêts à frapper fort — je crois qu'ils ont détruit l'usine de dessalement au Koweït — ce qui veut dire qu'ils peuvent littéralement faire disparaître ce pays. Ils sont prêts à monter les marches de l'escalade, parce que pour eux, c'est tout ou rien. Alors ma question, c'est : jusqu'à quel point pensez-vous que les États-Unis peuvent contrôler les conséquences économiques de ces conflits ? Je parle de ces guerres, qu'elles soient économiques ou militaires, contre la Chine, la Russie ou l'Iran. Parce qu'il y a beaucoup de choses qui peuvent mal tourner. Et en même temps, l'économie américaine ne se porte pas si bien que ça. Oui, les marchés boursiers sont en hausse, et si c'était le seul indicateur de bonne santé économique, formidable — l'Amérique serait de retour. Mais, vous savez, beaucoup de choses peuvent mal se passer.

#Michael Hudson

Vous avez raison d'avoir parlé des transports. Et pour répondre à votre question, si les États-Unis veulent imposer leur contrôle sur le commerce mondial du pétrole pour en tirer les revenus, ainsi que sur le commerce des technologies d'intelligence artificielle et d'informatique, ils doivent aussi contrôler le transport maritime et les échanges internationaux. Parce que, comment exporter du pétrole sans passer par les navires ou par des moyens terrestres comme les oléoducs ? Eh bien, le

tout premier affrontement que Trump a engagé avec l'Europe, et avec la plupart des principaux... je ne dirais pas ennemis, mais plutôt adversaires des États-Unis, ce sont bien sûr l'Europe, ses alliés, le Japon et les autres partenaires américains.

Avant d'affronter ses véritables ennemis — la Russie, la Chine et l'Iran — et le reste du monde, elle veut d'abord renforcer son contrôle sur l'Europe. Elle veut s'assurer que l'Europe reste dépendante du gaz naturel liquéfié américain et de ses moyens de transport. Et pour ça, deux choses étaient nécessaires. Premièrement, faire sauter le gazoduc de la mer du Nord, comme on en a déjà parlé. Et deuxièmement, ce qu'on voit maintenant : les bombardements constants contre les navires russes dans la Baltique. Pendant longtemps, la Russie exportait son pétrole par les terminaux de la côte est lettone, qui donnaient sur la mer Baltique. Aujourd'hui encore, elle continue d'y exporter du pétrole. Et l'Estonie comme la Lettonie permettent à l'OTAN d'empêcher, en pratique, les exportations russes de pétrole par la Baltique.

Eh bien, tout ça viole la Convention des Nations unies sur le droit de la mer. Ce n'est pas du libre-échange. L'objectif des États-Unis aujourd'hui, c'est de dire : en mille neuf cent quarante-cinq, nous soutenions le libre-échange parce que nous en étions les bénéficiaires. Quand l'Angleterre a promu le libre-échange au dix-neuvième siècle, on appelait ça l'impérialisme du libre-échange. Eh bien, c'est exactement ce que l'Amérique a fait après mille neuf cent quarante-cinq. Mais aujourd'hui, nous ne sommes plus pour le libre-échange, parce que si nous ne pouvons pas avoir un libre-échange entre d'autres pays, qui commercent entre eux et deviennent indépendants des États-Unis... si nous ne pouvons pas contrôler le pétrole étranger comme un rival, alors nous détruirons ce pétrole. Nous détruirons la capacité de la Russie à raffiner son pétrole. Nous détruirons la capacité de la Russie à transporter son pétrole vers d'autres pays. Nous détruirons ses oléoducs. Et ce sera la même chose avec l'Iran.

Nous allons détruire les ports iraniens et la flotte iranienne, comme nous l'avons déjà fait, pour empêcher l'Iran d'exporter, que ce soit vers la Chine, l'Inde ou ailleurs. Le contrôle du pétrole et celui du transport vont de pair. C'est d'ailleurs pour ça que le premier affrontement de Trump avec l'Europe portait sur le Groenland. Nous devons prendre le contrôle du Groenland, parce que si nous pouvons établir une liaison du Groenland à l'Islande, puis à la Grande-Bretagne, nous pourrions bloquer l'accès de l'océan Atlantique Nord vers l'Arctique. Et si nous parvenons à bloquer cet accès, alors l'Europe et l'Asie de l'Ouest n'auront plus de route commerciale vers l'Arctique pour éviter les zones de conflit. Elles devront passer par l'Afrique du Sud ou par le canal de Panama, contrôlé par les États-Unis. De cette façon, nous avons pu bloquer le commerce du pétrole et tout autre commerce venant de là.

Eh bien, je suis un peu surpris. La Russie essaie depuis un moment de s'entendre avec la Chine sur le gazoduc « Force de Sibérie ». L'idée, c'est de dire : regardez, les États-Unis, en violation du droit de la mer et de toutes les règles du libre-échange, nous empêchent d'exporter notre pétrole. Donc, la seule façon de contourner ça, c'est de construire un pipeline. Et c'est justement ce que la Chine cherche à faire avec son initiative des Nouvelles Routes de la Soie : intégrer l'Eurasie, tout le

continent asiatique, pour ne plus dépendre de la stratégie de Mackinder, celle du contrôle des périphéries. Mais la Chine et la Russie ne sont pas d'accord sur le prix du pétrole.

Eh bien, la Russie dit assez justement : on voit bien que le prix du pétrole va augmenter, parce qu'il semble maintenant que les États-Unis poussent l'Iran et les pays arabes à se détruire mutuellement leurs capacités de production pétrolière, pendant que l'OTAN combat la Russie pour détruire sa capacité d'exportation de pétrole. Et sans le pétrole de l'OPEP, il va y avoir une énorme pénurie. Les États-Unis, eux, vont en profiter pour fournir l'énergie manquante, essentiellement en expédiant du gaz vers les pays qui en ont besoin. C'est pour cette raison que Trump s'est opposé aux alternatives au pétrole, comme l'énergie éolienne et solaire, des secteurs dans lesquels la Chine a pris une position dominante. Voilà le lien avec les transports. Et maintenant, pour répondre à votre question : comment tout cela peut-il réussir ? Eh bien, ça ne peut réussir qu'en commençant par la lutte américaine contre l'Europe, pour subordonner ses alliés — l'Europe et le Japon — aux États-Unis.

Toute l'idée de départ, dans l'approche matérialiste de l'histoire, c'est que les pays agissent selon leur propre intérêt économique. Or, l'Europe, elle, n'agit pas selon son intérêt économique. Si elle le faisait, elle chercherait à obtenir une énergie bon marché pour faire tourner son industrie, et éviter la désindustrialisation qu'on voit aujourd'hui en Allemagne et dans d'autres pays de l'OTAN. Elle ne peut pas se permettre de payer le pétrole plus cher, et son industrie chimique ne peut pas fonctionner de manière rentable quand le commerce des dérivés du pétrole est perturbé — par exemple le soufre, nécessaire pour produire l'acide sulfurique utilisé dans les mines, ou encore les engrais fabriqués à partir de gaz naturel. Sans parler de l'hélium : l'un des premiers sites que l'Iran a frappés, c'était la production d'hélium du Qatar, qui représentait à elle seule vingt pour cent du commerce mondial d'hélium — complètement détruite.

Je crois que ça a coûté environ cinq milliards de dollars à installer au départ, et que ça a pris plusieurs années à terminer. Tout ça est maintenant hors service pour les prochaines années, ce qui provoque une pénurie d'hélium. La Chine et les États-Unis sont les principaux producteurs d'hélium. La Chine a arrêté ses exportations, et les États-Unis utilisent désormais leur monopole sur l'hélium comme un levier de contrôle international. Donc, les États-Unis gardent encore beaucoup de leviers et de moyens de pression. Et le dernier, le quatrième monopole dont on n'a pas encore parlé, c'est la dollarisation, le monopole du système financier. C'est justement ce dont on discute depuis plusieurs émissions où vous m'avez invité. Les États-Unis ont essayé d'exclure leurs rivaux du système de compensation bancaire SWIFT.

La Chine a mis en place une alternative à tout ça. Tout ce que les États-Unis ont fait en imposant des sanctions financières à d'autres pays, c'est pour dire : eh bien, on peut vous couper vos paiements financiers. Mais comment peut-il y avoir un commerce du pétrole ? Comment peut-il y avoir un commerce de produits industriels si vous ne pouvez pas en traiter le paiement ? Il ne suffit pas de transporter les marchandises, il faut aussi transférer les paiements. Et ce système-là, c'est nous qui le contrôlons aussi. Toute la stratégie américaine n'est plus une stratégie gagnant-gagnant entre elle et le reste du monde. Elle consiste à voir quels points d'étranglement on peut utiliser pour

contrôler l'économie mondiale : est-ce qu'ils peuvent obtenir du pétrole et de l'énergie pour faire tourner leurs usines, éclairer leurs maisons, alimenter leur industrie chimique et des engrais, leurs technologies de l'information, et leur production de céréales.

Eh bien, pour répondre à votre question, la stratégie américaine ne peut réussir que tant que les États-Unis parviennent à imposer des points d'étranglement au reste du monde. Soit en imposant des sanctions dont les autres pays ne peuvent pas s'affranchir, faute d'alternatives pour devenir indépendants. Certains développent leurs propres solutions face à ces sanctions : leurs propres systèmes de paiement, comme la Chine est en train de le faire ; leur production pétrolière, comme la Russie et l'Iran ; ou encore leurs voies de transport, comme la route arctique. Et il faut aussi compter sur la capacité de la Russie à résister aux attaques militaires de l'OTAN contre ses navires dans la Baltique et ailleurs, ainsi qu'aux attaques américaines contre la navigation dans l'océan Indien, comme on l'a déjà vu.

La question de savoir si les États-Unis peuvent maintenir leur contrôle et ce nouvel impérialisme presque néocolonial dépend de leur capacité à transformer la situation mondiale en un jeu à somme nulle. En gros, ils disent : si vous voulez du pétrole, vous devrez payer nos prix, ceux de notre monopole. Et les profits réalisés par les producteurs de pétrole seront soit investis aux États-Unis, soit dépensés en achetant des produits américains. Pour le transport, il faut obtenir l'autorisation américaine, utiliser des ports ou des routes contrôlés par les États-Unis, qu'ils peuvent fermer si vous ne leur êtes pas subordonnés, notamment dans le domaine des technologies de l'information, là où ils ont imposé des sanctions. Eh bien, justement hier, les États-Unis ont levé les sanctions sur l'exportation des puces informatiques les plus avancées vers les Émirats.

Et tout ça, c'est pour que les Émirats puissent investir avec les États-Unis. On parle de dizaines de milliards de dollars pour créer ces nouveaux centres de transfert de puces informatiques, un peu comme le centre d'investissement Amazon Cloud que Bahreïn devait mettre en place. Toute cette idée selon laquelle ils auraient réussi à convaincre les Émirats de s'allier aux États-Unis... Et en échange, Washington aurait donné son feu vert aux Émirats, à condition qu'ils acceptent d'aider les États-Unis à bombarder l'Iran. Eh bien, tout ça, tout le succès de cette politique américaine, dépend en réalité d'une seule chose : combien de temps encore le Moyen-Orient arabe pourra-t-il être dirigé par ces monarchies pourries, à moitié féodales ? Combien de temps les Émirats pourront-ils tenir ?

Combien de temps la Jordanie peut-elle encore tenir ? Bahreïn, ou même l'Arabie saoudite, ont survécu alors que la majorité de leur population est soit palestinienne, soit indienne. Ce sont des sociétés très inégalitaires, dirigées par des émirats qui contrôlent l'économie et qui ont choisi de s'allier aux États-Unis. Presque chaque guerre, ou les conséquences d'une guerre, ont entraîné d'immenses bouleversements politiques. La Première Guerre mondiale, par exemple, a marqué la fin de nombreuses monarchies européennes et la transition vers des monarchies constitutionnelles ou des quasi-démocraties. L'Empire ottoman, lui, a été démantelé, transformé en colonies britanniques et françaises. En somme, cette guerre a redessiné la carte, elle a littéralement découpé l'Empire ottoman.

Eh bien, la question, maintenant que cette guerre est terminée, c'est de savoir s'il va y avoir une révolution politique similaire dans toute l'Asie de l'Ouest. Est-ce qu'on va voir des économies qui utilisent vraiment leur pétrole, au lieu de recycler leurs excédents économiques vers le leader américain ? Est-ce qu'elles vont éviter de tomber dans la même situation que des pays comme l'Allemagne ou le Royaume-Uni, qui ne sont plus que des satellites des États-Unis ? Et surtout, pas comme le Japon, que l'Amérique essaie de réarmer pour servir ses propres intérêts. Est-ce qu'ils vont suivre la même voie que le Japon, la Grande-Bretagne et l'Allemagne ?

Ou bien, est-ce qu'il va y avoir une révolution sociale là-bas, comme l'Amérique le craignait après la Seconde Guerre mondiale ? Est-ce qu'on va enfin voir le même découpage qu'après la Première Guerre mondiale, avec le plan Sykes pour redessiner les frontières et installer des monarchies locales soutenues par les Britanniques et les Français ? Est-ce qu'on va enfin les voir entrer dans une ère moderne et progressiste ? C'est ça, une partie de la question : est-ce que le plan des États-Unis peut freiner le progrès ? Est-ce que les États-Unis peuvent empêcher le reste du monde d'agir selon ses propres intérêts économiques, pour favoriser son propre développement, au lieu de rester soumis à la promotion de l'économie américaine ? Une économie qui, au fond, n'utilise pas ces revenus pour son propre développement, mais plutôt pour renforcer son monopole, son contrôle et sa menace militaire envers d'autres pays. C'est vraiment ça, la question.

#Glenn

Oui, c'est un bon point. En fait, la capacité des États-Unis à rétablir leur domination ne dépend pas seulement de la capacité de leurs rivaux à riposter — ce qu'ils font —, mais aussi de celle de leurs alliés à accepter une forme de vassalité très destructrice, comme on le voit au Moyen-Orient. Ils paient aujourd'hui un prix élevé pour leur partenariat avec les États-Unis. Et la relation avec Washington est très différente de ce qu'elle était autrefois. Après la Seconde Guerre mondiale, l'empire du libre-échange américain — disons-le —, les Européens étaient complètement subordonnés aux États-Unis. Mais au moins, à l'époque, c'était en partie bénéfique. Les États-Unis étaient perçus comme un hégémon bienveillant.

Autrement dit, on s'est assuré que les États de première ligne soient prospères. Que les Allemands de l'Ouest soient plus prospères que ceux de l'Est, que les Sud-Coréens le soient plus que les Nord-Coréens, et que les Chinois de Taïwan soient plus prospères que ceux du continent. Bref, les États de première ligne étaient florissants. Mais aujourd'hui, comme les États-Unis ne peuvent plus se permettre ce modèle de domination, ils commencent à cannibaliser leurs propres alliés, à exiger une forme de vassalité excessive. Et comme vous l'avez dit, je pense que le cœur du problème, c'est de savoir comment faire en sorte que les États n'agissent pas selon leurs propres intérêts. C'est essentiel, parce que si on regarde le cas européen aujourd'hui, eh bien, ils n'agissent clairement pas dans leur propre intérêt.

Leurs économies s'affaiblissent. Politiquement aussi, ils deviennent plus fragiles. Ils traversent une crise de légitimité parce que, dans une Europe à nouveau divisée, ce n'est plus dans l'intérêt du continent. Ça provoque des tensions, voire des guerres avec la Russie, ce qui renforce la dépendance envers les États-Unis et affaiblit encore leurs économies. Et quand on regarde les dirigeants en Europe, on a presque l'impression d'un concours : à quel point peut-on devenir impopulaire ? Dans cette crise de légitimité, de nouvelles alternatives politiques vont forcément apparaître. L'exemple le plus parlant, c'est l'Allemagne, avec l'AfD, qui est passée de rien du tout à devenir le parti le plus populaire.

Alors, qu'est-ce qu'ils disent ? Ils disent qu'on devrait agir dans notre propre intérêt. Et c'est quoi, cet intérêt ? Eh bien, il faut diversifier nos sources d'énergie, faire la paix avec la Russie. Et puis, il y a d'autres intérêts : diversifier la technologie, travailler aussi avec la Chine, diversifier les corridors de transport, diversifier la finance. En d'autres termes, ne pas se lier uniquement aux États-Unis. Et je pense que ça va être difficile pour les États-Unis de maintenir cette position, parce que tant que les vassaux ne peuvent pas agir selon leurs propres intérêts, tout devient très, très fragile. Et à un moment donné, oui, quelque chose finit par se fissurer. Bref, Michael, merci beaucoup d'avoir pris le temps.

#Michael Hudson

Il nous reste encore un peu de temps. Vous avez parlé de la guerre avec la Russie. C'est vraiment la question centrale : combien de temps la Russie, et en réalité Poutine, vont-ils empêcher l'armée russe de riposter aux attaques de missiles et de drones sur son territoire, qui touchent ses raffineries, mais aussi désormais des cibles civiles, à Moscou et à Saint-Petersbourg ? Et face à la tentative de l'OTAN de déployer davantage d'armes en Finlande et dans d'autres pays baltes ? Combien de temps la Russie va-t-elle s'abstenir de répondre en faisant ce que Poutine avait menacé de faire — bombarder les usines qui fabriquent les missiles utilisés contre elle, ces usines situées en Allemagne, en France ou en Grande-Bretagne ? À un certain moment, la Russie comprend qu'elle ne se bat pas contre l'Ukraine. L'Ukraine est devenue le théâtre de ce combat.

Le vrai affrontement, c'est avec l'OTAN. L'Ukraine, en réalité, n'a plus beaucoup d'importance. Les troupes russes avancent vers l'ouest, en Ukraine. Elles se dirigent vers Odessa, elles bloquent l'accès des Ukrainiens à la ville, et elles cherchent à exporter leur propre blé, leur huile de tournesol et d'autres produits. Mais cela n'empêche pas les pays de l'OTAN d'envoyer des missiles depuis l'Ukraine vers la Russie. L'ennemi, ce n'est plus vraiment l'Ukraine. Ce sont désormais l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni, qui agissent comme des satellites des États-Unis dans cette attaque contre la Russie, en laissant les plans américains — je crois que c'est à Wiesbaden et dans d'autres villes — guider les missiles qui frappent la Russie.

Eh bien, je pense que le fait qu'ils fassent ça, c'est justement une des raisons pour lesquelles la Russie réagit coup pour coup. Elle dit en gros : très bien, on va aider l'Iran, si besoin, en lui

fournissant un guidage par satellite pour ses bombes, afin de vous combattre. C'est cette escalade qu'on voit se produire. Et si cette escalade est vraiment existentielle des deux côtés, alors elle va continuer à être très destructrice. Les dommages collatéraux, ce sera l'économie mondiale, l'économie asiatique, l'Afrique et le Sud global, qui ne recevront pas les engrais dont ils ont besoin. Leurs récoltes vont baisser, leur capacité à se nourrir aussi, et ils seront en fait exposés à la famine. L'année deux mille vingt-six va être une année historique à l'échelle mondiale, un moment de confrontation où toutes les dynamiques dont nous parlons vont se rejoindre.

#Glenn

Oui, j'allais dire... des temps intéressants. Eh bien, même si toutes ces guerres s'arrêtaient maintenant, il est difficile d'imaginer qu'on échappe à une crise alimentaire cet automne. Enfin bref, comme je le disais, j'ai toujours l'impression d'être un peu plus éclairé après avoir parlé avec vous. Merci beaucoup pour votre temps.

#Michael Hudson

Eh bien, merci de m'avoir invité, Glenn Diesen.